

Mondialisation de l'économie

1

I. Le processus de mondialisation.

La planète est affectée de plus en plus par un processus de mondialisation : les marchandises et les services, les informations et les capitaux, les hommes n'ont jamais autant circulé.

A. La diffusion du capitalisme.

La mondialisation constitue un processus d'extension progressive du capitalisme à l'ensemble du monde. Il débute au XVI^e siècle avec les Grandes Découvertes qui mettent en relation l'Ancien monde et le Nouveau monde. L'Espagne et le Portugal construisent de vastes empires, Madrid et Lisbonne deviennent les centres du monde et l'Océan Atlantique remplace la Méditerranée comme lieu essentiel des échanges. Cette première mondialisation est celle du capitalisme marchand, c'est-à-dire que les échanges commerciaux s'effectuent à l'échelle mondiale et non plus à l'échelle régionale.

Par la suite, au XIX^e siècle, en lien avec la colonisation et l'industrialisation européennes, débute la deuxième phase de la mondialisation qui est celle de la mondialisation du capitalisme industriel. Londres et le Royaume-Uni deviennent le centre d'une première économie-monde.

Les échanges augmentent en volume et se met en place une première division internationale du travail entre les pays colonisés fournissant les matières premières et les pays industrialisés transformant ces matières premières en produits manufacturés qu'ils commercialisent ensuite dans le monde. Enfin, après 1945, débute une troisième phase, celle de la mondialisation financière, c'est-à-dire que le secteur financier domine les autres secteurs de l'économie. Le centre du monde se déplace vers les Etats-Unis qui deviennent la nouvelle économie-monde. Après 1990, cette mondialisation financière s'accélère avec l'effondrement du bloc soviétique et l'affirmation de puissances émergentes dans une économie-monde devenue multipolaire.

Le développement de la mondialisation est dû à différents facteurs.

Tout d'abord, les trois phases de la mondialisation ont bénéficié de révolutions dans les transports et dans les moyens de communication qui ont progressivement contracté l'espace-temps et l'espace-coût. Au XVe siècle, c'est l'invention de la caravelle qui permet les voyages transatlantiques puis, au XIXe siècle, l'apparition de la navigation à vapeur facilite une première maîtrise des routes transocéaniques. Enfin, au XXe siècle, la conteneurisation et la spécialisation des navires favorisent les échanges maritimes (3/4 du volume et 2/3 de la valeur). Le transport aérien connaît une évolution similaire avec la généralisation des moteurs à réaction puis la construction d'avions à grande capacité et, enfin, la multiplication des compagnies à bas prix. La diffusion du télégraphe au XIXe siècle, du téléphone fixe au XXe siècle, d'Internet et de la téléphonie mobile au XXIe siècle (plus de 2 milliards d'internautes contre 500 millions en 2000 et près de 6 milliards de téléphones portables en circulation en 2011), démocratise l'accès aux télécommunications et relie la quasi-totalité du monde de plus en plus rapidement.

Ensuite, la mondialisation est soutenue par la diffusion de politiques libérales. Les Etats, en effet, adoptent des politiques favorisant la libre-circulation des marchandises, des capitaux et des hommes par exemple en abaissant les tarifs douaniers ou en créant des paradis fiscaux et des zones de libre-échange. Par la conjonction de ces facteurs, la mondialisation a organisé le monde.

Le GATT (Accord général sur les tarifs douanier et le commerce), institué en 1947, a entraîné huit cycles de libéralisation des échanges. Le " cycle d'Uruguay ", achevé en 1994, a conduit à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Toutefois, le " cycle de Doha " initié en 2001 et destiné à poursuivre la libéralisation des échanges s'est heurté au protectionnisme des pays développés dans le domaine agricole et au refus des puissances émergentes d'ouvrir leur marché à certains produits industriels. On assiste donc actuellement à un certain blocage dans le processus de globalisation des échanges.

B. Des échanges de marchandises de plus en plus actifs.

La mondialisation se traduit par une diffusion accrue des marchandises et des services l'échelle planétaire. Le commerce international s'est considérablement accru depuis le milieu du XXe siècle, la valeur des exportations passant de 9% du PIB en 1950 à 26% en 2002.

La libéralisation des échanges, la révolution des transports (hausse des trafics aériens et maritimes de 40% depuis 90) et des communications (hausse du trafic téléphonique de 500%, satellites de communication, fibres optiques) ainsi que l'interdépendance de plus en plus poussée entre les différents pays du globe en sont les trois moteurs essentiels.

La structure des échanges a longtemps été marquée par la prépondérance des matières premières et des sources d'énergie. Ces flux sont toujours aussi

importants en volume (2 milliards de tonnes de pétrole, 100 millions de tonnes de blé échangés en 2002) mais, en valeur, ils ne réalisent plus aujourd'hui qu'environ 10% du commerce international.

C'est le flux des produits manufacturés qui progresse le plus, pour représenter les 3/4 des échanges mondiaux. Pour ces produits, ce sont les pays riches qui dominent car une très large part du commerce des pays développés résulte des échanges que ces pays font entre eux (80% du commerce international). Le commerce des marchandises a progressé de 6% entre 1990 et 2000.

Les échanges de services dans le monde progressent très rapidement depuis un quart de siècle (en 2002, 1 500 milliards de dollars de services échangés soit 21% de la valeur du commerce mondial). Cette progression est liée au développement technologique qui facilite la diffusion des services.

Ils concernent pour l'essentiel les pays développés à travers les firmes multinationales, la tertiarisation des activités et le degré de développement des sociétés.

Dès la première mondialisation, les flux de marchandises n'ont cessé de progresser. Avec le développement technologique, d'autres flux se sont développés, en particulier les flux informels.

C. L'explosion des flux informels.

L'effet de la mondialisation est le plus sensible dans le domaine des flux informels. L'information et les capitaux circulent de plus en plus vite – plus facilement que les hommes et les biens matériels – et sur des distances de plus en plus grandes.

L'information est devenue un outil de travail, un facteur de production aussi important que la main-d'œuvre et les capitaux, notamment pour les firmes multinationales ou les grands organismes bancaires internationaux.

Mais elle influence aussi très largement la stabilité des gouvernements et des états-majors militaires ainsi que les sociétés du monde entier. Aujourd'hui, chacun peut émettre une information que le monde entier peut recevoir de manière quasi instantanée.

Les flux de capitaux, licites ou illicites, circulent dans un espace financier international bien balisé.

S'appuyant sur les progrès dans les technologies d'informatique et de communication, permettant un fonctionnement du marché 24 heures sur 24, les flux financiers sont devenus colossaux (de 1 500 à 3 200 milliards de dollars sont échangés quotidiennement ce qui représente cent fois les besoins du marché commercial et des services). Parmi ces flux, on distingue pour l'essentiel des investissements directs à l'étranger (IDE) et les capitaux purement spéculatifs.

La circulation de plus en plus rapide des flux informels dans le cadre de la mondialisation s'accompagne d'un renforcement de la mobilité des hommes.

D. La mobilité des hommes.

Les flux de travailleurs migrants sont alimentés par les inégalités socio-économiques croissantes entre les pays : essentiellement Nord-Sud, ils sont passés de 75 à 175 millions entre 1965 et 2003, auxquels s'ajoute entre 25 et 40 millions d'illégaux. Longtemps cantonnées dans une logique Sud-Nord (Mexicains aux Etats-Unis, Asiatiques du Sud-Est au Japon...), ces migrations se sont complexifiées avec l'appel de main-d'œuvre de certains pays émergents, la chute du communisme et la fermeture des frontières dans les pays développés (ou le tri de la main-d'œuvre en fonction de leurs besoins). Si des migrations Sud-Sud se développent, toutefois, les migrations Sud-Nord restent dominantes.

Leur effet est complexe : les pays de départ voient des forces vives et jeunes les quitter mais ils reçoivent en échange des sommes considérables qui maintiennent leur économie sous perfusion ; les pays d'accueil profitent d'une main-d'œuvre bon marché mais ils ont de plus en plus de mal à intégrer ces populations soit du fait de leurs particularismes, soit du fait des réactions hostiles des autochtones.

Le tourisme de masse a remplacé le tourisme de classe. Il est né de la conjoncture des congés payés, de la hausse du niveau de vie, de la révolution des transports et de la société des loisirs dans les pays développés. Le tourisme de masse est passé de 25 millions de touristes, en 1950, à près d'un milliard de touristes, en ce début de XXIe siècle.

De plus, le tourisme dispose d'une marge de progression encore fabuleuse puisque 11% seulement de la population mondiale est actuellement concernée. Le poids économique du secteur touristique correspond à environ 500 milliards de dollars annuels et des millions d'emplois directs ou induits (un actif sur dix dans le monde). Le tourisme reste cependant une activité fragile et sensible : cataclysmes, attentats peuvent tout remettre en question. D'autres effets négatifs apparaissent également : défiguration des sites naturels, pollution, dépendance économique, acculturation. Toutefois, certains pays du Sud profitent du tourisme pour maintenir et promouvoir leurs traditions et spécificités mais aussi pour asseoir des politiques de développement.

Les réfugiés (plus de 30 millions dans le monde) prennent également de l'importance. La multiplication des conflits entraîne des déplacements forcés et des fuites de populations souvent chez les pays voisins (notamment en Afrique et en Asie mais également en Europe à la suite du conflit yougoslave). Les Afghans constituent actuellement le groupe de réfugiés le plus important dans le monde avec près de 4 millions de personnes déplacées.

La mondialisation est un processus qui s'est mis en place progressivement à partir du XVe siècle. Il se manifeste par une intensification et une extension des

flux qu'ils soient marchands, informels ou humains. Ce développement renforce les liens entre les acteurs de la mondialisation.

II. Les acteurs de la mondialisation.

La mondialisation ne se réduit pas aux flux et aux réseaux. Elle doit se comprendre comme l'interaction d'acteurs de plus en plus nombreux, aux intérêts parfois contradictoires, agissant à des échelles différentes.

Ces acteurs participent à l'élaboration d'une nouvelle répartition des pôles moteurs de l'économie mondiale.

A. Les Etats-nations face à la mondialisation.

Pendant longtemps, les Etats géraient leurs affaires dans un cadre national aux frontières délimitées: ils intervenaient pour soutenir leurs économies (protectionnisme, nationalisations...) ou en définir les priorités à travers des politiques de planification plus ou moins incitatives, pour organiser une certaine redistribution des fruits de la croissance à travers les avantages sociaux de l'Etat-Providence.

Cependant, la mondialisation réduit aussi leurs pouvoirs en faisant disparaître les frontières et en facilitant l'émergence de nouveaux acteurs non soumis au pouvoir des Etats (FMN, ONG).

Par conséquent, les Etats doivent trouver une nouvelle place dans le contexte de la mondialisation. Ils assurent aussi un rôle de régulateur de la mondialisation en défendant les intérêts de leur population et de leurs entreprises. Dans ce cadre, l'Etat réhabilite, une forme d'interventionnisme à travers l'attractivité ; pour attirer investissements et emplois, les Etats se doivent de créer un environnement politique, économique, social, culturel favorable (les zones franches ou, à l'extrême, les paradis financiers).

Les Etats restent aussi des acteurs importants en matière de négociations commerciales et économiques avec les autres Etats, mais aussi avec les organisations supranationales spécialisées (OMC, FMI, Banque mondiale...). Enfin, face à tous ces pouvoirs supranationaux (les multinationales, le marché, les décideurs...), de plus en plus de citoyens réclament de l'Etat davantage de régulation via les normes protégeant les consommateurs, de transparence, de justice.

La mondialisation suscite le besoin accru d'un Etat protecteur. Par exemple, des Etats résistent parfois à la mondialisation dès que les priorités nationales sont en jeu : c'est le cas de la France avec son exception culturelle. Ce nouveau rôle de l'Etat reste encore largement à définir.

Les Etats-nations sont donc contraints de rechercher une nouvelle utilité dans le cadre de la mondialisation.

Pour cela ils ont tendance à se regrouper dans des organisations internationales ou régionales.

B. Un rôle grandissant des organisations internationales et régionales.

Issues pour la plupart des lendemains de la Seconde Guerre mondiale (FMI, Banque mondiale, OMC, FAO, UNESCO...) ou d'autres formes moins institutionnalisées (G8, Forum économique mondiale de Davos, mais aussi les associations altermondialistes), les organisations internationales ont été mises en place afin d'établir une gouvernance mondiale et voient leur rôle se renforcer dans le cadre de la mondialisation.

Ces institutions peuvent avoir une vocation universelle (ONU) ou présentées des compétences spécifiques : aide au développement (FAO), éducation (UNESCO), justice (TPI), finance (Banque mondiale, FMI).

6

Dans le cadre de la mondialisation, trois organismes jouent un rôle important : l'OMC (Organisation mondiale du commerce) qui encourage les échanges mondiaux en limitant le protectionnisme et en arbitrant les différends entre Etats, le FMI (Fonds monétaire internationale) qui surveille la stabilité financière mondiale et la Banque mondiale qui accorde des prêts aux pays en difficulté afin de permettre leur développement en échange de la mise en place de réformes structurelles libérales.

Le contexte de mise en place de ces institutions explique une domination totale des pays riches à l'intérieur de ces organisations. Dans le cadre d'une économie devenue multipolaire, les organisations internationales sont de plus en plus contestées et doivent se réformer, notamment pour laisser une place plus importante aux puissances émergentes.

En attendant d'éventuels changements, la gouvernance économique mondiale évolue vers un pilotage informel par de grands sommets internationaux du G8 (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Japon, Russie) mais surtout du G20 (G8 + Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique, Turquie, Union Européenne).

Pour peser dans la mondialisation, les Etats se rassemblent dans des associations régionales plus ou moins ambitieuses (projet politique d'intégration économique et territoriale comme l'UE, intégration purement économique comme l'ALENA, le MERCOSUR ou l'ASEAN). Les organisations régionales jouent également un rôle croissant dans le développement des échanges. Ainsi, plus de 70% des échanges extérieurs de l'Union européenne se font entre ses membres.

La remise en cause du pouvoir des Etats a conduit au développement du rôle d'organisations internationales et régionales. Mais, à côté du pouvoir politique, un nouvel acteur s'est imposé: les firmes multinationales.

C. Le rôle fondamental des firmes multinationales.

Les 80 000 firmes multinationales ou transnationales (FMN/FTN – entreprises au chiffre d'affaires supérieur à 500 millions de \$ et effectuant plus du quart de ses activités de production et d'échanges dans des filiales présentes dans au moins 6 pays) sont les principaux agents de la mondialisation : avec 800 000 filiales à l'étranger, elles réalisent les 2/3 du commerce mondial pour 25% du PIB mondial et emploient 77 millions de salariés, soit 4% de la main-d'oeuvre mondiale.

7

Leur puissance économique et financière dépasse celle de certains Etats et en fait de puissants groupes de pression dans le cadre de la gouvernance économique mondiale. Ces entreprises, bien qu'elles maintiennent un fort ancrage national (siège social, contrôle du capital, dirigeants), s'organisent selon trois logiques : l'accès aux matières premières, l'accès aux marchés et l'exploitation des avantages comparatifs des territoires. Elles sont aussi à l'origine d'une nouvelle division internationale du travail qui recherche les meilleures conditions de conception et d'élaboration de leurs productions.

La troisième phase de la mondialisation a fait des FMN les acteurs essentiels de la mondialisation. Pourtant, de nombreux acteurs transnationaux non-gouvernementaux jouent aussi un rôle croissant dans la mondialisation.

D. Les autres acteurs de la mondialisation.

Tout d'abord, plus de deux milles Organisations non gouvernementales (ONG - *Greenpeace*, *Médecins du monde*, *Amnesty International*, *Attac...*), d'origine privée et à caractère non lucratif, ont été créées avant le processus de la mondialisation.

Cependant, avec celui-ci, elles deviennent de véritables contre-pouvoirs dans la mobilisation d'une « opinion mondiale » sur des grandes causes internationales (environnement, pollution, droits de l'homme...) et notamment pour s'élever contre la mondialisation ou pour réclamer qu'elle soit plus respectueuse des hommes.

Toutefois, les ONG ne représentent que leurs adhérents, souvent originaires des pays développés du Nord ; elles ne diffusent ainsi qu'une certaine vision du monde pas forcément partagée par tous et ne sont pas présentes sur les lieux de décision.

Les réseaux criminels et illégaux sont à l'origine d'une mondialisation parallèle marquée par des flux entre les espaces d'approvisionnement et de consommation et les pôles financiers. Ces mafias conservent une base nationale et s'appuient sur une diaspora. Des régions entières vivent de cette économie

illégal, sous le contrôle d'organisations criminelles (plateaux andins, rif marocain, Afghanistan, triangle d'or), tandis que les Etats hésitent entre répression et complicité.

Enfin, chaque individu par sa consommation, ses déplacements touristiques ou professionnels, son projet de vie dans son pays ou un autre pays, sa présence sur la toile... participe à ce système-monde.

Par ailleurs, la multiplication des réseaux sociaux liée à la révolution internet a entraîné l'émergence de mouvements spontanés, comme celui des "indignés" en Europe ou le mouvement "Occupy Wall Street" aux Etats-Unis. Ces courants d'opinion critiquent le fonctionnement du capitalisme mondialisé et doivent être pris en compte par les gouvernants.

Il est cependant impossible de mesurer leur influence sur le processus de mondialisation.

La mondialisation est donc le fait de très nombreux acteurs : Etats, organisations multinationales, firmes transnationales, ONG... Leur importance est souvent liée à leur situation géographique.

III. La mondialisation en débat.

Le processus de mondialisation s'accompagne de forces qui lui font contrepoids : la fragmentation des territoires et la multiplication des frontières ; on assiste aujourd'hui à un paradoxe : les frontières s'ouvrent et pourtant elles se multiplient. De même, la mondialisation entraîne la différenciation des groupes humains selon des appartenances multiples alors qu'on évoque souvent l'uniformisation culturelle.

A. États, frontières et mondialisation

Le rôle des États est de plus en plus contesté. Dans le champ politique, des décisions politiques prises en dehors de leurs frontières peuvent s'imposer aux États, les résolutions des Nations-Unies par exemple. Les acteurs des conflits récents ne sont plus uniquement des États. Des flux illégaux traversent de plus en plus les frontières, les migrations internationales s'amplifient et concernent de plus en plus de clandestins. De nombreux États apparus récemment sont d'un poids minime. Dans celui de l'économie : l'importance des Etats se réduit face à d'autres acteurs comme les firmes. Quelle est la marge de manœuvre d'un gouvernement en matière économique face aux marchés mondiaux ?

Pourtant, les États sont de plus en plus nombreux. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le nombre des Etats a quadruplé. 51 nations signaient la Charte des Nations Unies après 1945. Il atteint désormais le nombre de 193 membres de l'ONU en 2012. Dans les décennies 1950 et 1960 c'est le processus de décolonisation qui les a multipliés. Depuis la fin des années 1980, l'effondrement du bloc communiste est le principal facteur de cette multiplication. On peut aussi évoquer le règlement de conflits post coloniaux (Soudan du Sud, devenu indépendant en 2011). La mondialisation a pu aussi jouer un rôle en permettant l'enrichissement de micro-territoires devenus des Etats et jouant le rôle de paradis fiscaux (Nauru, Tonga, St Kitts et Nevis, etc.).

Ils sont perçus comme l'échelle à laquelle la démocratie doit être organisée, la manifestation d'une volonté de vivre un destin politique commun. Il y a encore des aspirations à voir émerger des Etats de la part de certaines populations : Touaregs, Ouïgours, Kurdes, Palestiniens. En Europe certaines régions généralement plus dynamiques sont tentées par l'indépendance : éventualité d'un Etat catalan, écossais, flamand, etc.

Les Etats-nations se sont constitués à l'abri de frontières qui délimitaient le territoire national. Dans le contexte de mondialisation les frontières ont apparemment perdu de leur intérêt : les progrès du libre échange (153 pays membres de l'OMC en 2012) et la construction d'ensembles régionaux contribuent à laisser passer de marchandises ; les TIC, ou technologies de l'information et de la communication, effacent les barrières portées à la circulation des idées, des informations, des capitaux. Pourtant on constate que les frontières ne disparaissent pas, bien au contraire.

Depuis 1991, plus de 27 000 kilomètres de frontières politiques ont été tracés, surtout en Europe et en Asie centrale (disparition de l'URSS et de ses satellites).

On en compte environ 250 000 km de par le monde. On recense 40 000 kilomètres de " frontières fermées ", majoritairement entre des pays en paix.

Elles sont fermées aux migrants qui voudraient se rendre dans un pays à plus haut niveau de vie. Elles se transforment en mur là où les discontinuités de niveau de vie sont très élevées (Maroc / présidios espagnols de Ceuta et Melilla, Mexique/ Etats-Unis, Zimbabwe/ Botswana, également là où les relations politiques sont tendues (Israël /territoires palestiniens ; deux Corées).

Finalement, on constate que les frontières n'ont pas disparu mais se sont complexifiées, voire déplacées. Elles résistent car elles sont perçues comme protectrices et garantes de l'indépendance nationale, de l'identité culturelle.

Dans un contexte de crise, les restrictions aux migrations se multiplient, dans ce cas les frontières jouent leur rôle traditionnel et les moyens techniques mis en œuvre pour les contrôles sont de plus en plus sophistiqués. Si les frontières se ferment aux hommes, elles sont ouvertes aux flux économiques (marchandises, capitaux).

La mondialisation n'a donc provoqué la disparition ni des Etats, ni des frontières, mais oblige ceux-ci à composer et à redéfinir le rôle qu'ils assignent à leurs frontières

B. Débats et contestation de la mondialisation.

Les premiers effets sont économiques et sociaux. Dans le monde, la proportion des personnes vivant dans la très grande pauvreté (moins de 1,25 dollar par jour) recule régulièrement : 46% en 1990, 22% en 2008, peut être 15% en 2015.

Ces dernières décennies, des centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté en Chine et en Inde. Les NPIA, Nouveaux Pays Industrialisés Asiatiques, et certains autres pays émergents ont connu un développement économique et social très marqué (Chili, Malaisie, Venezuela).

Cependant, la mondialisation n'a pas mis fin au cycle des crises : celle qui se déroule depuis 2008 et a provoqué la dégradation de l'emploi et de l'activité économique ; l'OCDE a connu un pic historique de 8,5% des actifs en chômage en 2009 (48 millions de personnes), les BRICS ont vu leur croissance ralentir : 2,7% au Brésil en 2011 contre 7,5% en 2010.

Au même moment les besoins explosent : ils ont triplé entre 1960 et 2010 et continuent à augmenter avec le développement de la Chine, de l'Inde etc., ce qui ne manque pas de créer des tensions.

10

L'agriculture productiviste issue des révolutions agricoles est très critiquée : pollution par les engrais chimiques : nitrates causant des algues vertes dans les cours d'eau ; pollution par les pesticides et les produits phytosanitaires : les cas de cancers se sont multipliés parmi les agriculteurs qui utilisent les produits chimiques (évalués à 26 000 cas par an en UE en 2008). La destruction des sols est également critiquée : les engins agricoles tassent les sols, les traitements chimiques et la monoculture appauvrissent les sols en faisant disparaître les vers de terre, les bactéries.

La trop forte consommation d'eau : le prix de l'eau étant préférentiel pour les agriculteurs, ceux-ci ont tendance à l'utiliser sans compter entraîne baisse des nappes phréatiques.

On assiste en conséquence à un recul de la biodiversité : la culture du palmier à huile en Indonésie ou du soja au Brésil, fait reculer la forêt et disparaître certaines espèces, répertoriées ou inconnues.

L'utilisation des OGM fait débat, sans que le bilan de leur impact sur l'environnement soit clairement établi.

Les pays pauvres sont prêts à accueillir des activités très polluantes sans contrôle sérieux pour fournir des emplois : déconstruction des navires au Pakistan, en Inde, au Bangladesh ; démontage des ordinateurs en Chine ; scandales des déchets toxiques dans les pays sans Etat (Somalie, Côte d'Ivoire. .). Dans certaines région du monde, la compétition pour le contrôle ses ressources rares (minerais, terres rares) se fait au détriment des précaution environnementales les plus élémentaires et des populations locales. Voir p.186. La multiplication des échanges peut accentuer les risques sanitaires en favorisant la propagation des virus (grippe aviaire H1N1 en 2009, crise de la vache folle dans les années 1990 etc.).

Les habitants des pays du nord, les mieux intégrés à la mondialisation, laissent une forte empreinte écologique. La moyenne mondiale de l'empreinte écologique est de 2,6 ha par personne. Or, un Français a besoin de 4,6 ha pour maintenir son niveau de vie (si tout le monde consommait autant qu'un Français, il faudrait disposer de 2,5 planètes) et un Américain a environ besoin du double d'un Européen pour maintenir son niveau de vie (9 ha).

C. Vers une gouvernance mondiale ?

Les Etats ont toujours un rôle essentiel dans la gouvernance mondiale. Celle-ci peut s'organiser lors de rencontres dans des institutions internationales : dans le domaine politique, diplomatique, culturel (ONU, UNESCO), commercial (OMC), sanitaire (OMS).

Les organisations internationales étaient à l'origine dominées par les pays fondateurs, grandes puissances du nord. La montée des émergents conduit à une réforme de ces institutions : la Chine est devenue le 3ème actionnaire du FMI en 2010. Une réforme de l'ONU est souvent annoncée avec une entrée de pays émergents (Inde, Brésil, Afrique du Sud) en tant que membres permanents du conseil de sécurité.

Certains sommets débouchent sur des prises de décision, souvent complexes et contestées, comme par exemple le protocole de Kyoto. C'est un traité international visant à la réduction de l'émission des GES, suite au sommet de Rio de 1992. Ce protocole vise à réduire, entre 2008 et 2012, de 5,2% par rapport au niveau de 1990 les émissions de 6 GES, ou gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane, protoxyde d'azote et trois substituts).

Les pays développés ont pris des engagements auxquels les pays en développement ne sont pas soumis, considérant que la responsabilité historique de l'émission de GES repose sur les pays développés et que les PED doivent accorder légitimement leur priorité à leur développement.

Chaque année, des scientifiques, réunis dans le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), fournissent des données aux politiques. Cependant en 2009, lors du sommet de Copenhague qui visait à préparer l'après Kyoto (après 2012) aucun engagement chiffré de limitation d'émission n'a été reconduit. Un nouveau "Pacte climatique" devrait être négocié en 2015.

Les dirigeants politiques se rencontrent aussi dans des sommets non institutionnels : depuis les années 1970, les dirigeants des Etats les plus puissants au G5, devenu G8 puis G20 en 1999 (19 pays = G 8 + Mexique, Brésil, Argentine, Af. Sud, Arabie Saoudite, Turquie, Inde, Chine, Corée, Indonésie, Australie + UE). Il s'agit de tenter de coordonner les politiques économiques, parfois de questions plus politiques (lutte contre le terrorisme). Les dirigeants politiques se concertent aussi avec des dirigeants de firmes lors de rencontres comme le Forum économique mondial qui se réunit chaque année dans la petite localité Suisse de Davos.

Enfin, on peut s'interroger sur le rôle des opinions mondiales. Des ONG constituées pour la défense de l'environnement, de la démocratie, des populations pauvres sont généralement le fer de lance des mobilisations.

Reference bibliographique

REVUE

Problèmes économiques

◆ Le Monde de l'économie

◆ Alternatives économiques

SITE WEB

[https://fr.wikiversity.org/wiki/Mondialisation :_processus,_acteurs_et_territoires/Acteurs](https://fr.wikiversity.org/wiki/Mondialisation:_processus,_acteurs_et_territoires/Acteurs)